

Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Hébergement, maintien en conditions opérationnelles et mises à jour
des données de l'application IAlim

N° de consultation : SNUM-2026-014

CCAG de référence : CCAG TIC (version du 30 mars 2021)

Sommaire

.....	1
1. IDENTIFICATION	5
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
3. PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	5
4. ALLOTISSEMENT	6
5. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	6
6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
6.1. Cadre général.....	6
6.2. Reconduction de l'accord-cadre	6
7. LIEUX D'EXECUTION	6
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
9. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
10.1. Représentation des parties.....	7
10.1.1. Représentation de l'acheteur	7
10.1.2. Représentation du titulaire.....	7
10.2. Conditions d'exécution.....	8
10.2.1. Mise en place d'une équipe technique.....	8
10.2.2. Remplacement des intervenants.....	8
10.2.3. Délais d'exécution des prestations forfaitaires	9
10.2.4. Emission et exécution des bons de commande.....	9
10.2.5. Pilotage et suivi.....	10
10.2.6. Bilan d'activité	10
10.2.7. Réunion de démarrage	10
10.2.8. Exigences relatives aux prestations	11
10.2.9. Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance... 11	
10.3. Obligations du titulaire	11
10.3.1. Obligation de conseil	11
10.3.2. Obligation d'information.....	12
10.3.3. Mesures de sécurité	12
10.4. Mesures d'interopérabilité	14
10.5. Responsabilité du titulaire	14
10.6. Considérations sociales	14
10.7. Considérations environnementales	15
10.7.1. Dématérialisation des échanges et outils numériques	15

10.7.2.	Usage du papier.....	15
10.7.3.	Evolution de l'outil et obligation de conseil	15
10.7.4.	Communication d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)	15
10.8.	Traitement de données à caractère personnel 16	
10.9.	Confidentialité et secret des affaires 21	
10.10.	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles 21	
10.11.	Clause de réexamen 24	
10.12.	Valorisation des ordres de service 24	
10.13.	Constatation de l'exécution des prestations 25	
10.13.1.	Désignation d'un interlocuteur unique.....	25
10.13.2.	Contrôle.....	25
10.13.3.	Opérations de vérification.....	25
10.13.4.	Réception des prestations de type « réalisation »	25
10.13.5.	Réception des autres prestations	26
10.13.6.	Fourniture des livrables.....	27
10.13.7.	Documentation.....	27
10.13.8.	Décisions après vérification	27
10.14.	Garantie 27	
10.15.	Pénalités 28	
10.15.1.	Pénalités de retard	29
10.15.2.	Pénalités pour violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité	29
10.15.3.	Pénalités pour absences et retards aux rendez-vous.....	29
10.15.4.	Pénalités liées aux considérations sociales	29
10.15.5.	Pénalités liées aux considérations environnementales	30
10.15.6.	Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant.....	30
10.15.7.	Pénalités pour non remise des contrats de sous-traitance	30
10.15.8.	Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	30
10.15.9.	Plafonnement des pénalités.....	31
10.15.10.	Seuil d'exonération des pénalités	31
11.	REGIME FINANCIER.....	31
11.1.	Forme et contenu des prix 31	
11.2.	Variation des prix 31	
11.3.	Avances 33	
11.4.	Modalités financières 33	
11.4.1.	Répartition des paiements.....	33
11.4.2.	Acomptes	33

11.4.3.	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	34
11.4.4.	Intérêts moratoires.....	34
11.4.5.	Modalités de facturation	35
11.5.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles 37	
12.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	38
12.1.	Régime des droits sur les logiciels standards 39	
12.2.	Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats 40	
12.3.	Régime des droits sur les connaissances antérieures 41	
12.4.	Prix de la concession / cession des droits 41	
12.5.	Exercice des droits 41	
12.6.	Garantie des droits 42	
13.	DISPOSITIONS DIVERSES	42
13.1.	Echanges dématérialisés 42	
13.2.	Langue 42	
13.3.	Sous-traitance 42	
13.4.	Assurances 44	
13.5.	Autres obligations administratives 44	
13.6.	Résiliation 45	
13.7.	Exécution aux frais et risques du titulaire 46	
13.8.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence 46	
13.9.	Litiges et contentieux 50	
14.	DEROGATIONS AU CCAG.....	51

1. IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par :

L'Etat,

Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire (ci-après « MAASA »)

Secrétariat Général, Service du Numérique

78, rue de Varenne 75007 Paris

Siret : 110 070 018 00012

Il est représenté par Monsieur Thierry DELDICQUE,

Adjoint au Chef du Service du numérique

Habilité par la décision du 29 mars 2023 portant délégation de signature (service du numérique),

JORF n° 0078 du 01 avril 2023, texte n° 41, ou de son représentant.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir au ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire des prestations d'hébergement, de maintien en conditions opérationnelles et de mises à jour des données de l'application IAlim. Il comprend également une prestation de réversibilité/transférabilité, mobilisable en cas de changement de titulaire en cours de marché ou à l'issue de celui-ci (changement de titulaire/internalisation).

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

GM Principal :

33.04.09 – Tierce maintenance applicative (TMA).

Code(s) CPV de la consultation :

72267100 - Maintenance de logiciels de technologies de l'information (valeur principale) ;

72000000 - Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui ;

72267000 - Services de maintenance et de réparation de logiciels.

3. PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Services centraux	Services déconcentrés	Établissements publics

Le bénéficiaire du marché est la direction générale de l'alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire, qui émettra des bons de commandes selon ses besoins.

4. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. Le non allotissement se justifie par l'interdépendance entre les prestations attendues, et la complexité technique qu'engendrerait un découpage en lots.

5. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires et en prestations à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 500 000€ HT.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

À titre indicatif, le besoin est estimé à environ 250 000 € HT sur la durée totale du marché (quatre ans). Ce montant n'a pas de valeur contractuelle et n'engage aucunement l'acheteur.

6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour la durée suivante : 12 mois.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter du 01 septembre 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

6.2. Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une période de douze (12) mois, sans que leur durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de deux (2) mois avant la date de fin de validité du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

7. LIEUX D'EXECUTION

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :

- les locaux du titulaire du marché ;
- les locaux du ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire où les prestataires pourraient être amenés à se déplacer : site du ministère à Auzeville (FR-31 - Haute-Garonne) et site de la direction générale de l'alimentation (FR-75 – Paris).

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière :
 - Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - achats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services auprès des entreprises adaptées, des établissements ou services d'aide par le travail
 - la politique de sécurité des systèmes d'information de l'Agriculture ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique (cadre de réponse technique dûment renseigné n'excédant pas 50 pages) et financière (annexe financière de l'acte d'engagement dûment renseignée) du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- les bons de commande.

9. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Représentation des parties

10.1.1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2. Conditions d'exécution

10.2.1. Mise en place d'une équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à la prestation (représentants du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique. Cette composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe.

10.2.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution d'une commande, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Pour tout remplacement dans son équipe, le titulaire doit présenter un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 5 (cinq) jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Le titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant avec un minimum de recouvrement de 4 (quatre) semaines.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 (trente) jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

Le non-agrément d'un intervenant du titulaire par le ministère ne saurait d'une façon quelconque exonérer le titulaire de ses obligations de résultats, en particulier celles liées au respect des planifications établies. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct du ministère. Il assurera la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent accord-cadre. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du marché.

10.2.3. Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Le déclenchement des prestations forfaitaires est fixé au 01 septembre 2026 ou à compter de la date de notification du présent marché si cette date est postérieure.

Les délais de réalisation sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières.

10.2.4. Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est selon les cas et indications de l'acheteur :

- la date de sa notification ;
- la date fixée dans le bon de commande.

L'émission des bons de commande s'effectue au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

Les bons de commande sont établis sur la base du bordereau de prix de marché.

Si l'acheteur dispose de tous les éléments dans le bordereau de prix pour passer sa commande, il n'est pas nécessaire au titulaire d'établir un devis. Dans le cas contraire, un devis est établi par le titulaire préalablement à la commande. Le devis sera transmis par courriel aux adresses communiquées par l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un délai maximum de sept (7) jours calendaires suivant la demande de l'acheteur pour établir et adresser son devis. Le devis ne saurait lier l'acheteur qui demeure libre de ne pas y donner suite. Si l'acheteur accepte le devis du titulaire, il formalisera sa commande par l'envoi d'un bon de commande signé, conforme au devis.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception du bon de commande pour émettre des réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement (FAC9410075 (numéro du service facturier))
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)

- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le(s) lieu(x) d'exécution des prestations
- l'adresse de facturation

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 (quinze) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 (quinze) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 (deux) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.5. Pilotage et suivi

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire. Les comptes rendus de réunions sont rédigés par le titulaire du marché et transmis à l'acheteur au plus tard sept (7) jours calendaires suivant la réunion. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est assurée par le représentant du titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

10.2.6. Bilan d'activité

Le titulaire transmet à l'acheteur, à une fréquence semestrielle, un état de son activité au sein du présent marché. Cet état d'activité est défini lors de la réunion de démarrage (cf. article 10.2.7.).

Les rapports, feuilles d'attachement suite aux interventions du titulaire (maintenance préventive et corrective) sont transmis à l'acheteur au plus tard quarante-huit (48) heures suivant l'intervention.

10.2.7. Réunion de démarrage

Le marché débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;

- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

10.2.8. Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

L'accès des préposés du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la personne publique et aux dispositions prévues à l'article 10.3.3. du présent CCAP. Les intervenants demeurent en toutes circonstances sous l'autorité du titulaire, même lorsqu'ils se trouvent dans les locaux du ministère.

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

10.2.9. Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

10.3. Obligations du titulaire

10.3.1. Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur.

Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Il doit, notamment, préconiser les solutions les plus appropriées au regard des impératifs techniques et financiers. Le titulaire doit être proactif dans les conseils qu'il apporte au ministère afin de garantir le maintien en fonctionnement des applications concernées par le marché.

Cette obligation de conseil est formelle et fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

L'acheteur se réserve le droit de conduire des audits à titre préventif ou en cas de non-respect des dispositions de qualité liées aux prestations dont le titulaire assure la réalisation, et plus généralement, l'acheteur se réserve le droit de diligenter des audits sur tout ou partie des prestations réalisées ainsi que sur les méthodes utilisées.

Suite à une demande d'audit formulée par l'acheteur, le titulaire lui donnera accès sans restriction à toutes les informations concernant la prestation.

Pendant la durée de l'accord-cadre, le titulaire devra veiller à être en mesure de faire évoluer ses compétences techniques en fonction des évolutions des normes, standards, versions, état de l'art, bonnes pratiques des domaines informatiques.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

10.3.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes applicables dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Le titulaire doit se tenir informé de toutes les modifications apportées en cours de marché aux textes susvisés et en informer aussitôt par écrit l'acheteur en formulant les recommandations appropriées.

La personne publique s'engage pour sa part à faciliter l'accès du titulaire aux informations nécessaires et aux locaux de la manière la plus transparente possible et dans le cadre du respect des mesures de sécurité (voir l'article 10.3.3. du présent CCAP) pour rendre effective la collaboration qui a été définie dans le marché.

10.3.3. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses de sécurité du présent accord-cadre.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 24 CCAG-TIC).

L'accès des préposés du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la personne publique. Les intervenants demeurent en toute circonstance sous l'autorité du titulaire, même lorsqu'ils se trouvent dans les locaux du ministère.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, et du fait de l'accès à du code informatique, à des informations confidentielles, ainsi qu'aux locaux du ministère, ces conditions étant alternatives, la personne publique se réserve le droit de procéder à des contrôles et vérifications de sécurité, directement ou par le recours à un autre service de l'État, relativement aux collaborateurs que le titulaire désirera faire intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Dans ce cadre, et sauf mention contraire expresse et écrite de la personne publique, le titulaire devra, avant de faire intervenir tout collaborateur, fournir à la personne publique une demande d'acceptation (cette demande fera mention notamment de l'identité du collaborateur proposé).

Ces informations doivent être transmises au plus tard dix (10) jours avant la date d'intervention sur site. Le titulaire ne pourra faire intervenir ce nouveau collaborateur qu'après son acceptation expresse et écrite par la personne publique.

Afin que les interventions de maintenance puissent avoir lieu dans les délais indiqués dans le présent accord-cadre, le titulaire fournira, dès la notification de l'accord-cadre, une liste des agents susceptibles d'intervenir sur le site concerné. La personne publique pourra, en amont, procéder aux vérifications de sécurité obligatoires et ainsi permettre aux agents du titulaire d'intervenir dans les délais.

En cas de manquement à cette obligation de demande préalable, le collaborateur ne sera pas autorisé à entrer sur le site du ministère et ne pourra donc effectuer la prestation prévue, sans que cela ne puisse être imputé ni facturé à la personne publique.

Les délais ainsi occasionnés pourront donner lieu à des pénalités. Le titulaire avise ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou une zone protégée, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par la personne publique.

La personne publique s'engage à informer le personnel du titulaire se trouvant dans ses locaux de l'ensemble de ses réglementations internes. À ce titre, la personne publique transmettra un exemplaire de la politique de sécurité des systèmes d'information du ministère (PSSI MAASA) et de la charte de sécurité. Cette dernière devra être signée individuellement par chaque intervenant.

10.4. Mesures d'interopérabilité

Le ou les Résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés ; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des résultats avec d'autres logiciels et matériels sont décrits de façon détaillée dans le cahier des charges techniques.

10.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.6. Considérations sociales

Mesures en faveur des entreprises du STPA

En vue de favoriser l'accès à la commande publique des entreprises du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) -Entreprises Adaptées, telles que définies à l'article L.5213-13 du Code du travail et les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), tels qu'ils sont définis à l'article L.344-2 du Code de l'Action sociale et des familles- le titulaire est encouragé à identifier et à confier une partie des prestations objet du présent marché à une ou plusieurs entreprises du secteur.

Le titulaire sera tenu par le nombre d'heures minimal qu'il entend confier au STPA, pour toute la durée du marché, sur lequel il s'est engagé dans son offre. Il pourra aller au-delà de cet engagement en cours d'exécution du marché.

Il transmettra au représentant du Pouvoir Adjudicateur à chaque fin d'année civile et au plus tard, le 31/01 de l'année N+ 1 :

- l'attestation relative aux achats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services auprès des entreprises adaptées, des établissements ou services d'aide par le travail complétée, datée et signée (cf : annexe n°1 du présent CCAP) ;
- la copie de l'agrément de l'Etat attestant que la ou les entreprises sont des ESAT / EA ;
- la copie des factures attestant des paiements effectifs auprès de ces entreprises.

10.7. Considérations environnementales

10.7.1. Dématérialisation des échanges et outils numériques

Le titulaire s'engage, dans la cadre de l'exécution des prestations objets du marché, au plus tard à la première date anniversaire du marché, une politique veillant à réduire son impact numérique par les actions suivantes (à titre d'exemple) :

- réduction du poids des contenus hébergés sur les serveurs ;
- mise en cache des données ;
- compression des données ;
- réduction du volume de données stockées ;
- rationalisation dans l'usage des mails : réduction du nombre d'email, limitation de la taille des pièces jointes en privilégiant le partage de liens, diminution du temps de conservation des messages.
- limitation des images ;
- Utilisation du bon format d'image (par ex : jpg pour une photo) ou de fichier (pdf, format web)...

10.7.2. Usage du papier

Le titulaire du marché devra mettre à disposition sous format dématérialisé les documents et livrables liés au marché. Dans le cas où les supports nécessitent d'être imprimés, ils devront l'être sur du papier recyclé ou du papier issu de forêts gérées durablement, au moyen par exemple des labels FSC ou PEFC.

Il est attendu que le candidat transmette les informations et justificatifs afférents dans son offre.

10.7.3. Evolution de l'outil et obligation de conseil

Le titulaire adressera au représentant du Pouvoir Adjudicateur a minima une fois par an, un bilan des fonctionnalités de l'outil non ou peu utilisées et fera des propositions en vue de leur évolution ou de leur suppression. Il conseillera l'Administration sur toutes nouvelles solutions ou pratiques permettant de garantir un développement et un usage plus écoresponsable de l'outil.

10.7.4. Communication d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cent personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie

de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. ».

10.8. Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations d'appui à la gestion de projets et de formation.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : réalisation des missions confiées via bon de commande

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : nom, entité de rattachement, propos, téléphone.

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : agents du MAASA.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence ;

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut. Dans ce but, il met en œuvre toutes les mesures de sécurité conformes à la sensibilité des données et à l'état de l'art.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la

portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de douze (12) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen le plus sécurisé et rapide. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- o les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- o les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- o détruire toutes les données à caractère personnel

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité de 50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) en cas de non communication du nom et des coordonnées du DPD du titulaire
- Pénalité de 50 (cinquante) euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel
- Pénalité de 50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard (à compter de la constatation par l'acheteur) de la non tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la

réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

10.9. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.10. Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Conformément aux circulaires PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles et n° 6391/SG de la Première ministre du 7 février 2023 sur le pilotage et l'encadrement du recours aux prestations intellectuelles informatiques, la conduite de ces transformations peut, dans certains cas précisément identifiés, conduire à recourir à des prestations intellectuelles pour :

- acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en œuvre les transformations attendues par les citoyens ;

- faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en œuvre dans les délais impartis ;

- éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en œuvre de l'action et des services publics.

Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Evaluation sur la qualité du service rendu

En cas d'évaluation insatisfaisante une réfaction pourra être appliquée.

Conformément au CCAG de référence, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Obligations pour les titulaires manipulant des informations de l'acheteur sur un SI externe à l'administration

Si le titulaire est amené, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, à détenir, conserver ou faire transiter des informations concernant l'administration ou ses agents, sur un système d'information externe à l'administration, il est alors tenu de mettre en œuvre les mesures de sécurité

détaillées dans son plan d'assurance sécurité informatique (document contractuel déposé dans l'offre du titulaire).

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a l'interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Avant chaque mission, le titulaire, et le cas échéant les cotraitants et sous-traitants, complètent la déclaration d'intérêt proposée par l'administration certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée à l'administration sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations.

Ce document est également complété par l'entreprise en tant que personne morale. La déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours à compter de la modification et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Au titre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire pourra être amené à avoir accès à des informations ignorées par d'autres opérateurs économiques ou être conduit à accompagner un service acheteur dans la passation d'un contrat de la commande publique. Dans ces hypothèses, le titulaire est tenu de déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts au sens de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique et toute situation susceptible de fausser la concurrence entre les opérateurs économiques.

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent accord-cadre, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur (sont concernées toutes les prestations de conseil décrites au CCTP), y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent accord-cadre, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent accord-cadre.

10.11. Clause de réexamen

Les dispositions du code de la commande publique sur les modifications des marchés s'appliquent (art R2194-1 du code de la commande publique). Les événements suivants constituent des clauses de réexamen :

- En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire a la possibilité, après accord du MASA, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.
Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :
 - d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation
 - d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.
- les variations de prix prévues à l'article 11.2 du présent CCAP (celles-ci n'ont pas à être constatées par avenant).

10.12. Valorisation des ordres de service

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-TIC, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

10.13. Constatation de l'exécution des prestations

10.13.1. Désignation d'un interlocuteur unique

Le titulaire désignera une personne qui sera l'interlocuteur unique du ministère pour les questions d'ordre contractuel et de suivi de projet. Cette personne veillera à ce que, à chaque période ou étape de l'exécution du marché, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des travaux. Cette personne sera joignable par téléphone et courrier électronique.

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

10.13.2. Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

10.13.3. Opérations de vérification

Les procédures de réception des prestations varient en fonction des prestations commandées. Le type de chaque prestation est indiqué dans le CCTP.

La fourniture de livrables spécifiés dans chaque poste est effectuée par le titulaire, selon les recommandations et les directives du ministère. Sur demande du ministère, la remise de tout livrable pourra s'effectuer au cours d'une réunion présentant le produit fini, accompagné d'un procès-verbal de livraison, en présence du titulaire et du ou des services concernés du ministère.

Les opérations de vérification portent sur le constat par le ministère que le titulaire a livré les prestations demandées et les documentations décrites dans les postes, éventuellement complétées ou précisées dans le bon de commande.

10.13.4. Réception des prestations de type « réalisation »

Prestations concernées : Mise à jour trimestrielle des données et maintenance évolutive

Les opérations de vérification et de réception définies ci-dessous dérogent aux articles 23, 24, 26, 27 du CCAG-TIC. Pour chaque prestation soumise à la vérification du ministère, le titulaire présente son plan de tests internes (unitaire, intégration, non régression, performances...), ainsi que le compte-rendu des tests réalisés avant la mise à disposition de la solution au ministère. Les opérations de validation sont conduites par l'équipe projet du ministère.

La procédure d'exécution d'un lot de réalisation peut être composée de plusieurs phases comportant chacune une livraison et/ou la validation de cette livraison. Ces phases sont indiquées dans la description du lot et précisées dans le cahier des charges annexé au bon de commande de ce lot.

Les phases sont les suivantes :

- livraison par le titulaire d'un scénario de recette ;
- validation du scénario de recette par le ministère ;
- installation et mise en ordre de marche (MOM) ;
- livraison du cahier de recette de la totalité des livrables par le titulaire ;

- vérification d'aptitude (VA) ;
- mise en production, par le titulaire ou par le ministère (précisé dans le cahier des charges annexé au bon de commande) ;
- vérification de service régulier (VSR).

Les opérations d'installation et de mise en ordre de marche sont réalisées par le titulaire. La mise en ordre de marche doit être effectuée à la date de la livraison. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au représentant du ministère.

La vérification d'aptitude (VA) a pour but de constater que le développement réalisé par le titulaire présente toutes les caractéristiques qui le rendent apte à remplir les fonctions attendues. La période de VA commence à la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées. À compter de ce jour, le pouvoir adjudicateur dispose de vingt jours ouvrés pour procéder aux vérifications et notifier sa décision au titulaire. Si le pouvoir adjudicateur prend une décision positive de vérification d'aptitude, la période de VSR commence. Si la VA est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet dans les conditions de l'article 28 du CCAG-TIC. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai supplémentaire pour mettre sa prestation en conformité. Une fois la mise en conformité réalisée, le ministère procède à une nouvelle VA.

La vérification de service régulier (VSR) intervient à l'issue de la VA positive. La VSR a pour but de constater que l'application réalisée par le titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'utilisation. La VSR s'observe durant une période de 60 jours ouvrés à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a prononcé la VA positive. À l'issue de ce délai, le ministère dispose de sept jours ouvrés pour notifier sa décision au titulaire. Tout arrêt dû à un dysfonctionnement du système prolonge d'autant la durée de la vérification de service régulier. Si la vérification de service régulier est positive, le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations. Si la VSR est négative, le pouvoir prend une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans les conditions de l'article 28 du CCAG-TIC. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai supplémentaire pour mettre sa prestation en conformité. Une fois la mise en conformité réalisée, le ministère procède à une nouvelle VSR.

10.13.5. Réception des autres prestations

Prestations concernées :

- Initialisation ;
- Hébergement et maintenance en conditions opérationnelles ;
- Mise à jour des données ;
- Réversibilité.

Les opérations de vérification et de réception définies ci-après dérogent aux articles 23, 24, 26, 27 du CCAG-TIC. Les opérations de vérification portent sur le constat par le ministère que le titulaire a fourni les documents ou livrables conformes aux spécifications du marché.

10.13.6. Fourniture des livrables

La fourniture des livrables spécifiés est effectuée par le titulaire, selon les recommandations et les directives du ministère. Sur demande du ministère, la remise de tout livrable pourra s'effectuer en cours d'une réunion présentant le produit fini, accompagné d'un procès-verbal de livraison, en présence du titulaire et du ou des services concernés du ministère.

10.13.7. Documentation

Après ses interventions, lorsque cela s'avère nécessaire, le titulaire procède à la mise à jour de la documentation fonctionnelle et technique, ainsi que des manuels utilisateurs. Il remet à la personne publique un document décrivant la nouvelle version qui comporte au minimum : la description fonctionnelle complète de la nouvelle version, le delta fonctionnel par rapport à la version en cours, les difficultés éventuelles de mise en œuvre.

Les versions fournies par le titulaire sont accompagnées de la documentation technique en langue française décrivant leurs fonctionnalités et leurs règles d'utilisation, sachant qu'elle doit s'intégrer et compléter, en un ensemble cohérent, la documentation précédemment existante.

Le titulaire soumettra à l'approbation du ministère au lancement de la mission les modèles de livrables documentaires.

Les documents seront livrés à l'administration dans le respect des normes internationales applicables :

- les documents destinés à faire l'objet d'itérations (documents non validés en particulier) sont communiqués au format ISO 26300 – OpenDocument ;
- les documents validés – ou non destinés à faire l'objet d'itérations – sont transmis au format ISO 32000 – PDF 1.7 ou ISO 19005-1 – PDF/A.

10.13.8. Décisions après vérification

Après remise des livrables, le ministère dispose de trente (30) jours calendaires pour prononcer la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des documents fixés dans les conditions de l'article 28 du CCAG-TIC. Dans le silence de l'acheteur public, la réception est réputée prononcée à l'issue de cette période. Ce constat est matérialisé par un procès-verbal de service fait établi par le ministère ou toute personne ayant reçu délégation de sa part.

10.14. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Le titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits au service bénéficiaire.

De même, si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le contractant doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- Soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
- Soit de faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation.

Le service bénéficiaire informe, dans les meilleurs délais, le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, les progiciels utilisés, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre au service bénéficiaire pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux du service bénéficiaire.

Le titulaire supporte l'intégralité des dommages et intérêts, frais et dépens éventuellement alloués à l'issue de la procédure ou en cas de condamnation de référé et/ou en cas de décision avec exécution provisoire.

Le titulaire ne pourra transiger sans l'accord écrit et préalable du service bénéficiaire en ce qui le concerne.

10.15. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités sont calculées par application des formules et forfaits indiqués aux articles 10.15.1. et suivants du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, les pénalités ne sont pas révisées.

10.15.1. Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG-TIC, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations du fait du titulaire, ce dernier encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros (HT)

R = nombre de jours ouvrés de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité

Toute journée/heure commencée est due.

10.15.2. Pénalités pour violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractères personnel : application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

10.15.3. Pénalités pour absences et retards aux rendez-vous

En cas d'absence non motivée ou de retard non justifié supérieur à 30 minutes aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par l'acheteur, celui-ci subira sur ses créances une pénalité égale à 100,00€ par absence ou retard non justifié.

10.15.4. Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect du nombre d'heures du marché alloué à des ESAT / EA sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre ou de non transmission des justificatifs mentionnés au CCAP permettant, entre autres, d'attester de la réalité de la réalisation des heures, le titulaire encourra une pénalité de 150 euros par heure non réalisée.

10.15.5. Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de manquement à l'une de ses obligations liées aux considérations environnementales, le titulaire se verra appliquée une pénalité de 200 € forfaitaire par manquement constaté.

En cas de retard de transmission du BEGES et du plan de transition associé, une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée.

10.15.6. Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 et de ses modifications, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants. S'il n'a pas rempli cette obligation de 7 jours calendaires après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 500,00€ par jour calendaire de retard. En outre, le défaut de communication des documents requis un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 42.1 e) du CCAG-TIC.

10.15.7. Pénalités pour non remise des contrats de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 2 jours ouvrés après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 500,00€ par jour calendaire de retard par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-TIC. En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 42.1 e) du CCAG-TIC.

10.15.8. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où l'acheteur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer une pénalité fixée à 500,00€ par jour calendaire dans les conditions suivantes.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou électronique, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de quinze jours, l'acheteur en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue au marché jusqu'à ce que le titulaire apporte à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

L'acheteur pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

10.15.9. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 25% du montant des prestations forfaitaires, sauf pour les pénalités liées à l'exécution d'un bon de commande qui sont quant à elles plafonnées à 25% du montant du bon de commande en cause.

10.15.10. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

11. REGIME FINANCIER

11.1. Forme et contenu des prix

La forme des prix est mixte. Les prix comprennent une part forfaitaire et une part à bons de commandes. Les prix sont révisables dans les conditions définies aux articles 11.2 et suivants du présent CCAP.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 7 du CCAG-TIC (article 46.2.1 et suivants du CCAG-TIC) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel (notamment tous les éléments nécessaires au pilotage).

11.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire, soit juin 2026.

Le titulaire adresse à l'acheteur (Service Numérique et Bureau de la Commande Publique et des achats), au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, une proposition de

révision des prix par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Il donne toutes précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs, et fait notamment référence à sa méthode de calcul au regard de l'indice mentionné ci-dessous. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisés.

L'acheteur dispose de quinze jours pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

Les prix peuvent être révisés à chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre, dans la limite des possibilités de révision fixées par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0(0,20 + 0,80*[I/I_0])$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P₀ = prix d'origine

I = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de base – Base 2021 (identifiant 010766709) à la date de la révision ;

I₀ = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de base – Base 2021 (identifiant 010766709) au mois M₀.

L'indice INSEE est consultable à l'adresse URL suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766709#Revision>

En cas de disparition d'un indice de référence, il est pris en compte l'indice de remplacement proposé par l'INSEE et utilisé la méthodologie proposée par l'INSEE pour assurer le cas échéant le lien entre l'ancien et le nouvel indice.

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

Si l'indice du mois de révision est provisoire ou n'est pas connu, la révision s'effectue sur la base du dernier indice définitif connu.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée. Dans l'hypothèse d'une révision de prix acceptée et notifiée postérieurement à l'émission du bon de

commande mais antérieurement à la fin d'exécution des prestations, ce sont les prix initiaux qui s'appliquent et non les prix révisés.

11.3. Avances

Le taux de l'avance est de 5 (cinq) % ou, le cas échéant, de 30 (trente) % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.4. Modalités financières

11.4.1. Répartition des paiements

Type d'unité d'œuvre	Périodicité du paiement
Hébergement et maintien en conditions opérationnelles	Facturation trimestrielle à terme échu et au constaté
Mises à jour	
Initialisation	À la recette
Réversibilité/transférabilité	
Maintenance évolutive	

11.4.2. Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

11.4.3. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie pour cet accord-cadre.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

La partie forfaitaire de l'accord-cadre peut être cédée ou nantie dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de la partie forfaitaire de l'accord-cadre, revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances en résultant. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de la partie forfaitaire de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère chargé de l'agriculture.

11.4.4. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Toutefois, si l'acheteur est empêché, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté. La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et suite à la notification au titulaire des raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette notification précisera qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute le jour de réception par le titulaire de la notification susvisée. Elle prend fin au jour de réception par l'acheteur de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

11.4.5. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (FAC9410075)
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique)
- le numéro de référence de la procédure
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la date d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Pour les dépôts, les cadres de facturation à utiliser sont :

- A1 pour le titulaire
- A9 pour le sous traitant
- A12 pour les co-traitants

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de **trois mois**, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire
Service facturier
78 rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché public, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessus.

Quel que soit le mode de transmission, une copie des factures sera également envoyée par mail au service prescripteur, à l'adresse suivante : bmosia.sdprat.dgal@agriculture.gouv.fr.

11.5. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique (CCP). Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

12. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché public s'inscrit dans le contexte suivant : l'application IAlim a été développée par la société SiaPartners, qui assure en outre son hébergement. Le développement de l'application a été réalisé dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt porté par la DINUM, dont l'accord-cadre prévoyait la cession à titre exclusif au pouvoir adjudicateur de l'ensemble des droits afférents aux résultats, dont "le droit de procéder à des modifications, de corriger, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, décompiler, modifier, assembler, transcrire".

Cette disposition est confirmée au niveau du marché subséquent pour la DGAL : "s'agissant du développement d'un prototype, aucune contrainte n'est imposée concernant l'environnement de développement, les langages de programmation, frameworks et librairies utilisées tant que la solution développée ne rend pas dépendant d'un outil propriétaire".

Par conséquent, le ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté Alimentaire dispose de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exploitation de cette application.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution du marché (résultats et connaissances antérieures) pour répondre aux objectifs fixés dans le CCTP.

12.1. Régime des droits sur les logiciels standards

En complément de l'article 37.1 du CCAG-TIC, le régime du logiciel standard est fixé par la licence choisie par l'éditeur du logiciel, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Dès lors que le titulaire intègre ou livre des logiciels standards, il s'engage à communiquer à l'acheteur un rapport constitué de la liste complète des logiciels standards concernés comprenant la licence qui leur est applicable.

Disponibilité des codes sources des logiciels standards :

En complément de l'article 37.2 du CCAG-TIC, l'acheteur n'a pas accès aux Codes sources du logiciel standard, objet des prestations, à l'exception des cas où il peut y avoir accès sans autorisation de l'auteur en application de l'article L.122-6-1 du code de la propriété intellectuelle.

Pour permettre à l'acheteur de poursuivre l'exploitation du logiciel standard, le titulaire garantit à l'acheteur un droit d'accès et un droit d'utilisation gratuits des Codes sources et de la Documentation technique en cas de Défaillance de sa part. Pour ce faire, les Codes sources du logiciel standard et des nouvelles versions en vigueur ainsi que de la Documentation technique associée (les Eléments déposés) ont été déposés par le titulaire auprès d'un séquestre (organisme ayant pour objet le dépôt de logiciel ou officier ministériel), dont les coordonnées sont précisées dans l'offre du titulaire.

La Défaillance est définie comme :

- l'abandon par le titulaire de la commercialisation du logiciel dans sa dernière version ;
- l'arrêt des prestations de maintenance réalisées par le titulaire ;
- la liquidation judiciaire ou la dissolution du titulaire.

Le titulaire garantit avoir déposé auprès d'un séquestre la copie sur support magnétique ou optique du Code source documenté de chaque programme constituant le logiciel (tels que les sources elles-mêmes, classes, projets, scripts, scripts de création de base de données vierge), ainsi que les codes exécutables symétriques des sources déposées et les composants de compilation, ainsi que la Documentation technique associée.

Dès la remise des éléments déposés à l'acheteur, le titulaire concède gratuitement à l'acheteur, à titre non exclusif, pour la durée de protection des droits d'auteur et pour le monde entier, les droits suivants sur les éléments déposés les Codes sources et la Documentation technique :

- le droit d'utilisation ;
- le droit de reproduction permanente ou provisoire en tout ou partie par tout moyen et sous toute forme, y compris pour permettre le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission ou le stockage ;
- le droit de traduction, d'adaptation, d'arrangement ou toute autre modification et reproduction en résultant ;
- de manière générale, l'ensemble des droits nécessaires à l'utilisation, l'exploitation et la maintenance corrective, adaptative et évolutive du Logiciel ;
- ainsi que le droit de sous-licencier tout ou partie des droits ci-dessus mentionnés, notamment pour permettre la maintenance par un tiers prestataire.

12.2. Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats

Le présent marché public fait application de l'option B du CCAG-TIC (article B.38).

L'acheteur peut transmettre tous droits dont il dispose sur les résultats à tous tiers dans le cadre notamment de licences, cessions ou apports de toutes natures.

La cession d'utilisation prévue par l'article B.38 du CCAG-TIC est complétée comme suit :

- Une durée de la cession de : durée des droits patrimoniaux de l'auteur ;
- Le(s) territoire(s) de la cession : monde entier ;
- Droits cédés :
 - le droit de reproduire les résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
 - le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement
 - le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins

d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération

Finalité de l'utilisation des résultats :

Les droits objets de la cession doivent permettre à l'acheteur d'utiliser et de diffuser sans restriction les résultats et le cas échéant :

- réaliser ou faire réaliser des travaux d'intégration ou d'évolution des résultats avec ou dans d'autres composants pendant la durée du présent marché public ainsi qu'à son échéance.
- réaliser ou de faire réaliser des expérimentations, des formations, des projets de R&D internes ou menés en collaboration avec des tiers.

12.3. Régime des droits sur les connaissances antérieures

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu à l'article 36 du CCAG-TIC.

En complément de l'article 36 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché.

12.4. Prix de la concession / cession des droits

Le prix est compris dans le prix du présent marché public

12.5. Exercice des droits

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché public, le titulaire lui livre et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution du marché, tels que :

- les codes exécutables ;
- l'ensemble de la documentation technique ;
- les supports de formation sous format numérique.

Dans les cas où la transmission des éléments ci-après est prévue dans le CCAG-TIC ou dans les documents particuliers du marché, ou lorsqu'elle est nécessaire à l'exercice des droits prévus au marché pour les résultats et/ou les connaissances antérieures :

- les codes sources sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ;
- les codes objets.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

12.6. Garantie des droits

Le titulaire garantit la jouissance pleine et entière des droits concédés en application de l'article 38.3 du CCAG –TIC.

13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.2. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

13.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom ;
- la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 (vingt-et-un) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En complément du DC4, le titulaire doit transmettre à l'acheteur les pièces suivantes relatives au sous-traitant :

- K-bis datant de moins de trois mois ;
- Délégation de pouvoir du signataire, le cas échéant ;
- RIB ;
- Attestation d'assurance en cours de validité ;
- Attestation sociale datant de moins de six mois ;
- Attestation fiscale (y compris attestation de sa maison mère, le cas échéant) ;
- Certificats de qualification, le cas échéant ;
- Références, le cas échéant ;
- Liste nominative des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail ou attestation sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 (quinze) jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire devra fournir à l'acheteur une copie de ses polices d'assurance avant la notification du marché puis à chaque expiration de ces polices.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti par son assurance doit couvrir tous les éventuels dommages que l'exécution du marché pourrait causer.

13.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/fr/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG TIC (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En complément de l'article 42 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité, l'acheteur peut résilier pour faute le marché :

- avec mise en demeure dans les conditions de l'article 42.2 du CCAG-TIC ;
- sans mise en demeure.

Par dérogation aux cas de résiliation prévus à l'article 47 du CCAG TIC, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non-respect du RGPD, non-respect des règles de sécurité (en matière de conservation des données) par le titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

13.7. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un événement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'événement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'événement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de dix (10) % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2 du CCAG TIC) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

13.9. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Les tribunaux judiciaires compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

14. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – objet de la dérogation
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	3.7.2	Réserves aux bons de commande
10.13.4	23, 24, 26 et 27	Opérations de vérification
10.13.5	23, 24, 26 et 27	Opérations de vérification
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	14.1.1 14.1.2	Pénalités – Modalités de mise en œuvre des pénalités Pénalités – Absence de révision des pénalités
10.15.7	3.6.3	Pénalités – Décompte en jours calendaires
0	14.1.3	Pénalités – Absence de seuil d'exonération des pénalités